

Manifeste du PPE

«Ouvrons le prochain chapitre de l'Europe ensemble»

(The English version should be used as reference for its correct wording.)



2. Une Europe qui protège ses citoyens

Les événements des dernières années ont prouvé que les États-nations seuls n'étaient plus en mesure d'offrir une protection totale et efficace à leurs citoyens. C'est uniquement en agissant ensemble que nous pourrions mettre un terme aux flux migratoires illégaux, combattre le terrorisme et la criminalité organisée, contrer les nouvelles menaces militaires, influencer sur le cours de la mondialisation et lutter contre le changement climatique. En s'unissant, les pays européens peuvent relever le niveau de notre sécurité. C'est pourquoi nous voulons rassembler nos forces au niveau européen afin de garantir la meilleure protection possible à nos citoyens. Notre Europe protège ses citoyens contre les menaces du 21^e siècle.

Nous protégeons les frontières de l'Europe contre l'immigration clandestine

Une protection efficace des frontières extérieures de l'Europe constitue une condition préalable pour sécuriser nos citoyens ainsi que la confiance dans notre Union. Elle s'avère également essentielle pour garantir des voyages sans frontières au sein de l'espace Schengen. C'est pourquoi nous voulons nous assurer que personne n'entre sur le territoire de l'Union européenne sans que les autorités en aient été informées et aient donné leur approbation explicite. Dans le même temps, nous assumons notre responsabilité chrétienne et humanitaire d'aider les personnes dans le besoin et d'améliorer les conditions de vie dans leur pays d'origine.

i. Nous prévoyons que le corps européen de garde-frontières et de garde-côtes recrute jusqu'à 10 000 nouveaux officiers et dispose des dernières technologies, y compris des drones, ainsi que d'un droit direct d'intervention le long de nos frontières extérieures communes, afin d'enrayer définitivement les agissements éhontés des passeurs et des trafiquants d'êtres humains.

ii. Nous négocierons des accords de protection des frontières avec les pays d'Afrique du Nord et nous les aiderons à mettre en place leurs propres garde-côtières fortes et leurs propres centres d'accueil, afin d'empêcher les voyages mortels le long des côtes méditerranéennes. Nous nous appuyerons sur le succès de l'accord UE-Turquie, qui a permis de faire baisser les arrivées illégales en Grèce de 96 %, pour atteindre des résultats encore meilleurs à l'avenir.

iii. Nous mettrons en place un véritable Plan Marshall avec l'Afrique. Nous récolterons des investissements privés et nous stimulerons la croissance économique sur le continent voisin, afin d'offrir toutes ses chances à la jeunesse africaine. Les jeunes ayant de bonnes perspectives d'avenir chez eux ne devront plus ressentir le besoin de quitter leur pays.

iv. Nous ferons pression pour établir une liste européenne exhaustive des pays sûrs.

Nous luttons contre le terrorisme et la criminalité organisée

Les criminels et les terroristes d'aujourd'hui agissent au-delà des frontières. Nous faisons confiance aux services de police, de sécurité et de renseignements de toute l'Europe pour obtenir de meilleurs résultats ensemble. Nous vaincrons les terroristes et les criminels en combinant leurs forces.

- i. Nous assurerons une meilleure connexion de toutes les bases de données européennes de sécurité pour éviter que les informations recueillies par la police sur les criminels ne se perdent en traversant nos frontières.
- ii. Nous permettrons à des agents de police infiltrés à toutes les frontières intérieures de contrôler les véhicules et passagers suspects. Nous transformerons les frontières intérieures de l'UE en couche de sécurité supplémentaire pour nos citoyens.
- iii. Nous intensifierons la coopération de nos services de renseignements intérieurs et extérieurs, afin d'assurer de meilleurs échanges de renseignements sur les terroristes, les délinquants potentiels et toute personne radicalisée – qu'ils se trouvent chez eux ou à l'étranger – pouvant représenter un danger pour la sécurité de nos citoyens.

Nous protégeons nos citoyens via une défense plus forte

En cette période de guerre hybride menée par la Russie, de nouvelles ambitions militaires chinoises et d'instabilité dans nos pays voisins, l'Europe se doit de plus en plus de se charger elle-même de sa sécurité militaire. En outre, l'insécurité se voit renforcée par la remise en cause du partenariat transatlantique par le président des États-Unis, Donald Trump. Nous devons être capables de nous protéger contre les menaces du 21e siècle.

- i. Nous créerons une cyberbrigade européenne dans les deux prochaines années pour nous assurer que l'Europe soit capable de déjouer les cyberattaques, comme celles de 2007 en Estonie, celles de 2015 contre le parlement allemand ou celles de 2017 partout en Europe via le logiciel rançonneur WannaCry.
- ii. Nous rassemblerons les ressources et capacités de recherche nationales pour concevoir un drone européen et permettre de poursuivre la production des principaux systèmes combattants du futur en Europe.
- iii. Nous pouvons en faire davantage avec les mêmes ressources, si nous agissons ensemble: En mettant en commun les capacités militaires des États membres de l'UE, nous créerons une réelle capacité de défense d'ici 2030 – pas pour remplacer les armées nationales, mais pour unir nos forces bien plus étroitement et les consolider. Ce point ne portera en rien préjudice au caractère spécifique de la politique en matière de sécurité et de défense de certains États membres.
- iv. Nous resterons engagés auprès de l'OTAN et nous mettrons tout en œuvre pour préserver et renforcer encore cette organisation. Toute poursuite de l'intégration de la défense européenne doit donc se dérouler en étroite coopération avec l'OTAN et nos alliés américains, afin qu'une Europe plus forte puisse jouer un rôle plus important dans notre sécurité transatlantique commune.

Nous défendons notre modèle social européen à l'ère de la mondialisation

Nous sommes fiers de notre modèle social européen unique, où chacun bénéficie d'une assurance maladie et de services publics de grande qualité, où les travailleurs ont des droits et où les intérêts sociaux et les forces du marché sont équilibrés. Nous voulons adapter ce modèle européen d'économie sociale de marché à la réalité du 21e siècle.

i. Nous luttons pour l'égalité des chances pour les femmes sur le marché du travail: nous voulons nous assurer que les hommes et les femmes perçoivent, à travail égal, un salaire égal. Nous pensons qu'en offrant plus de choix quant à la manière dont les parents et les personnes qui s'occupent de leurs proches décident d'équilibrer leur travail et leurs responsabilités familiales, nous pouvons atteindre une plus grande équité entre les hommes et les femmes et améliorer le bien-être des familles.

ii. Nous augmenterons de manière significative le Fonds européen pour la transition pour aider les personnes qui perdent leur emploi en raison de changements structuraux liés à la numérisation et à la mondialisation. En collaborant avec les syndicats et les industries, nous réduirons les répercussions de la mondialisation sur les travailleurs les plus vulnérables et nous nous assurerons que personne ne soit laissé pour compte.

iii. Grâce à une meilleure défense commerciale et un filtrage systématique des investissements étrangers, nous protégerons les emplois des travailleurs hautement qualifiés contre le dumping, la délocalisation et le rachat de technologie.

Nous luttons contre le changement climatique

Pour laisser une planète propre à nos enfants et petits-enfants, nous devons intensifier notre lutte contre le changement climatique et fortement réduire les impacts environnementaux et climatiques de notre économie. C'est pourquoi nous continuons de défendre l'accord de Paris sur le climat, reposant sur des preuves scientifiques et constituant l'accord le plus fort au niveau mondial dans la lutte contre le changement climatique. Nous devons concilier la protection de l'environnement et de la biodiversité avec une économie dynamique. Pour ce faire, il ne suffit pas d'adopter une politique économique axée sur le futur et permettant à l'Europe de rester un acteur de premier plan en matière de technologies propres de demain, nous avons besoin d'une politique qui bénéficie à l'ensemble de la planète. L'Europe peut être une pionnière à l'échelle internationale en faveur d'un monde meilleur et plus propre, tout en montrant aux autres pays le fonctionnement de la durabilité via des exemples très concrets.

i. Nous garantirons un prix effectif pour le CO2 grâce à un système d'échange de quotas d'émission efficace et nous proposerons d'autres mesures d'incitation pour réduire les émissions dans nos industries et dans le secteur de l'énergie.

ii. Nous favoriserons les investissements et l'innovation pour toutes les solutions technologiques en faveur d'une mobilité faible en carbone. Toutes les formes de transport doivent contribuer à réduire les gaz à effet de serre. Les véhicules autonomes et les solutions de mobilité connectée participeront également à la baisse des émissions liées au transport et à la mise en place de normes européennes sur le rechargement pour permettre à l'UE d'être un leader mondial de l'électromobilité.

iii. Nous instaurerons une véritable union de l'énergie, où l'électricité et le gaz pourront traverser les frontières sans obstacle, afin de réduire les frais des citoyens, de soutenir une expansion rentable des énergies renouvelables et de nous assurer qu'aucune puissance extérieure ne puisse miner la sécurité énergétique de l'Europe.

3. Une Europe qui préserve notre mode de vie

L'Europe est unique au monde de par notre riche patrimoine culturel, notre histoire et nos racines judéo-chrétiennes communes. En tant qu'Européens, nous combinons une grande diversité à de solides valeurs communes et jouissons d'un mode de vie offrant le juste équilibre entre responsabilité et solidarité, sécurité et liberté, tolérance et traditions. L'islam radical, les menaces terroristes et les vagues autoritaires de Russie et de Turquie ébranlent les bases de notre mode de vie européen. Aujourd'hui plus que jamais, nous nous devons, pour l'ensemble de nos citoyens, de protéger notre identité européenne commune et notre mode de vie européen.

Nous préservons notre richesse et notre diversité culturelles

De la période gréco-romaine à celle des Lumières, en passant par le Moyen-Âge et la Renaissance, la civilisation européenne s'est toujours reposée sur les nuances de chacun de ses pays: notre riche patrimoine culturel et linguistique a donné naissance à notre paysage, nos arts, les sciences, la littérature et la religion, tout en se développant au travers de ceux-ci. En Europe, nous savons que notre diversité nous rend plus forts. C'est la raison pour laquelle nous voulons la préserver. Nous défendons la diversité culturelle et les traditions européennes: aucun empire, aucune monarchie absolue et aucun régime totalitaire n'ont protégé la richesse et la souveraineté de chaque région et de chaque nation aussi bien que l'Union européenne. Seule une Europe démocratique, agissant comme un seul homme, peut défendre et préserver notre diversité culturelle. Nous resterons fidèles au mode de vie européen dans une Europe forte.

Nous protégeons notre démocratie et nos valeurs européennes

Bien que l'Europe soit diverse et nuancée, nous avons une chose en commun: il y a une église chrétienne dans toutes les villes et villages. Noël, Pâques et la Pentecôte sont des fêtes que nous partageons tous. Nous devons protéger notre mode de vie européen en préservant nos valeurs chrétiennes et nos principes fondamentaux. Démocratie, droits de l'homme, dignité humaine,

liberté, responsabilité, égalité entre les hommes et les femmes, solidarité, État de droit, justice, pluralisme et tolérance: voilà les principes au cœur de la civilisation européenne. Nous préservons nos traditions et croyances communes et maintiendrons la démocratie et l'État de droit. Nous lutterons avec détermination contre l'intolérance et l'antisémitisme, ainsi que contre toute forme de racisme.

i. Nous combattons les fausses nouvelles et garantirons un accès à des informations de qualité. Près de 90 millions de faux comptes Facebook attisent la haine et propagent de fausses informations. Nous voulons que les plateformes de réseaux sociaux assument une plus grande responsabilité dans la lutte contre la désinformation et qu'ils renforcent l'examen des faits avec l'aide d'associations de journalistes. L'impossibilité de distinguer le vrai du faux constitue l'un des principaux dangers pour notre démocratie et la stabilité de nos communautés.

ii. Nous lancerons un pacte contre l'antisémitisme en combattant les discours haineux et en établissant une définition européenne commune de l'antisémitisme, basée sur la définition avancée par l'Alliance internationale pour le souvenir de l'Holocauste (International Holocaust Remembrance Alliance - IHRA) et devant être adoptée par l'ensemble des États membres. Cette définition devra être utilisée dans l'enseignement et la formation, ainsi que par les forces de l'ordre afin d'identifier les attaques antisémites et d'enquêter sur celles-ci de manière plus efficace et efficiente.

Nous prenons soin de nos familles

Nos familles représentent nos racines, nos foyers et nos filets de sécurité. Elles sont également au cœur de nos identités européennes. Elles constituent le pilier de notre mode de vie européen. Les liens familiaux sont le socle de notre communauté et nous avons l'intention de les préserver. En cette période de changements démographiques, nous voulons renforcer les familles et la solidarité intergénérationnelle. Pendant les crises, les parents et grands-parents ont soutenu les jeunes Européens et vice versa.

i. Nous défendrons les normes sociales européennes et nous améliorerons le niveau de vie des familles pour leur donner les moyens d'avoir une vie décente. La précarité de l'emploi, l'impossibilité de payer une maison et l'incertitude quant à l'avenir empêchent trop souvent les jeunes Européens de fonder une famille. En Europe, seul un couple sur trois a des enfants. Nous voulons que l'Europe soit un foyer sûr où les familles peuvent s'épanouir.

ii. Nous offrirons des opportunités aux jeunes, afin que les familles puissent rester ensemble. Les Européens n'ont parfois pas d'autre choix que de quitter leur pays et leurs proches pour trouver des opportunités viables. En Europe, aucune famille ne devrait être forcée de se séparer: nous devons mettre un terme à la fuite des cerveaux en fournissant des possibilités viables dans chaque région de l'UE via une politique de cohésion.

iii. Nous protégerons les valeurs familiales et respecterons la subsidiarité. Le droit de la famille doit rester aux mains des États membres, car la vie familiale doit être soutenue au niveau le plus proche possible des citoyens.

iv. Nous lutterons contre les menaces sanitaires et combattons les défis liés au vieillissement de la population, à la résistance aux antimicrobiens et aux maladies chroniques et infectieuses. Nous soutiendrons l'innovation et les investissements dans le domaine de la santé pour offrir une vie meilleure à nos familles. Nous développerons l'économie des seniors pour promouvoir un vieillissement actif. Plus de 40 % des Européens ont plus de 50 ans. Bien qu'une société vieillissante constitue un défi en soi, nous la considérons également comme une opportunité. Les seniors influencent de plus en plus nos économies et fondent des entreprises: ils créent ainsi environ 70 millions d'emplois chaque année. Nous mettrons en place les conditions idéales pour que les personnes âgées prospèrent.

v. Nous soutenons une plus grande participation civique dans les projets locaux, afin de susciter un sentiment plus fort d'objectif commun. À l'heure où la solitude chronique se généralise et où les liens traditionnels se brisent ou se modifient, nous devons cultiver un sentiment d'appartenance réelle et durable, dans la lignée de nos valeurs démocrates chrétiennes.

Nous améliorerons notre capacité d'intégration

L'Europe est une communauté de valeurs. Bien que les droits et croyances de chacun doivent être respectés, il s'avère également juste et raisonnable d'attendre que chaque personne qui se trouve sur le territoire de l'UE respecte les valeurs, les traditions et les obligations sur lesquelles notre Union a été bâtie. La haine, l'intolérance, la misogynie, le racisme, l'antisémitisme et l'hostilité à l'égard du pays d'origine de certains n'ont aucune place dans nos sociétés. Si nous voulons aider les personnes dans le besoin, une politique d'intégration efficace et solide doit s'accompagner d'une politique efficace en matière de retour.

i. Nous voulons améliorer l'intégration des réfugiés reconnus en tant que tels. Nous voulons nous assurer que ceux qui viennent s'établir dans l'UE s'intègrent dans notre communauté en toute légalité. Nous avons besoin d'une politique d'intégration robuste pour éviter la création de sociétés parallèles. C'est pourquoi, en vertu du principe de subsidiarité, nous soutiendrons les États membres dans leurs efforts et dans le partage de bonnes pratiques de la politique d'intégration. Nous lutterons avec détermination contre les sociétés parallèles et contre le manque de respect envers les membres de nos sociétés.

ii. Nous réformerons le régime d'asile européen commun. Seule une politique d'asile cohérente et simplifiée, commune à l'ensemble de l'UE, nous permettra de garantir un traitement dans les temps des demandes d'asile et de réduire les facteurs d'attraction liés aux différences entre les législations respectives des États membres. Nous établirons un système de mandat de retour européen pour garantir le retour des demandeurs d'asile rejetés dans leur pays d'origine. Nous voulons intégrer la chaîne de gestion des flux migratoires dans tous les États membres afin d'éviter la course au droit d'asile de manière efficace.

iii. Nous augmenterons le financement européen des retours dans le cadre du Fonds «Asile et migration». Chaque année, seuls 40 % des migrants en situation irrégulière ayant reçu l'ordre de quitter l'UE sont renvoyés ou rapatriés dans leur pays d'origine. En augmentant le financement, nous nous assurerons que les personnes ne pouvant pas bénéficier d'une protection soient renvoyées dans leur pays. Nous conditionnerons les visas européens et l'aide au

développement à la coopération avec l'UE en matière de migration. Nous accélérerons le retour systématique des personnes qui n'ont pas droit à une protection en refusant d'octroyer des visas européens aux citoyens de pays tiers qui ne veulent pas reprendre leurs migrants en situation irrégulière.

Nous soutenons la responsabilité de l'Europe dans le monde

En tant que premier fournisseur d'aide au développement et d'aide humanitaire dans le monde, l'UE doit continuer de mener la lutte contre la pauvreté et de déployer des efforts pour atteindre un développement durable à l'échelle internationale. Le potentiel du plan d'investissement extérieur et de la nouvelle alliance pour l'Afrique doit être maximisé, afin de créer des emplois et de la croissance là où elle s'avère le plus nécessaire, en vue de stimuler les investissements et l'entrepreneuriat et, par conséquent, de s'attaquer aux causes profondes des flux migratoires irréguliers. Grâce au nouvel instrument de financement extérieur comme outil de développement fort et flexible, nous maintiendrons notre coopération et notre solidarité avec les pays du continent africain. Nous les aiderons à continuer la mise en place d'économies plus avancées et de démocraties plus solides, offrant un avenir meilleur à leurs jeunes générations, les sortant de la pauvreté et préparant l'Afrique à relever les défis du 21e siècle.

Nous renforcerons notre capacité d'action

Nos valeurs européennes communes dictent la direction de notre politique et maintiennent un certain équilibre au sein de l'Union. Si l'Europe veut être une force politique efficace, elle doit créer des partenariats solides avec ses voisins et se rapprocher de ceux qui partagent notre perspective européenne:

- i. Nous soutenons la perspective européenne concrète des Balkans occidentaux et nous aidons les pays de la région à assurer leur prospérité, pour autant que ceux-ci adhèrent aux normes européennes et affichent des progrès en matière d'État de droit et de lutte contre la corruption. Cette perspective européenne ne repose pas sur des propositions abstraites, mais sur des projets concrets. Nous voulons relier les routes et voies ferrées, construire des infrastructures énergétiques communes, réduire les frais d'itinérance et diminuer les tarifs aux frontières. Nous ne pouvons pas abandonner les Balkans occidentaux à l'influence autoritaire de la Russie, des États du Golfe, de la Turquie et de la Chine.
- ii. Nous mettrons un terme aux négociations d'adhésion de la Turquie. L'Europe et la Turquie doivent se concentrer sur des partenariats et une coopération dans des domaines concrets – la coopération économique étroite et l'accord migratoire UE-Turquie sont des exemples de réussites –, mais la Turquie s'éloigne de plus en plus des valeurs européennes. L'adhésion à l'UE n'est par conséquent pas une option pour la Turquie et les négociations doivent cesser.

4. Une Europe qui offre des opportunités

Ensemble, nous avons réalisé de grandes choses en Europe. Ces dernières années, la reprise économique a touché des millions de familles et le chômage est à son niveau le plus bas depuis 2009 - notamment grâce aux politiques du PPE et aux gouvernements de notre famille politique. Pourtant, trop d'Européens ont encore du mal à trouver des opportunités d'emploi. Il est inacceptable de poursuivre sur cette voie dangereuse. L'Europe ne peut pas se permettre de perdre ses talents et de mettre son avenir en péril. Nous devons garder tout le monde à bord. Nous voulons ouvrir un nouveau chapitre pour l'Europe en investissant dans l'important potentiel de nos citoyens via une stratégie reposant sur trois piliers: l'économie sociale de marché, les innovations centrées sur l'humain et des régions compétitives.

Nous fonderons une économie dynamique, qui créera 5 millions de nouveaux emplois

Nous pensons que l'économie sociale de marché constitue le meilleur système économique du 21e siècle. Notre modèle européen permet aux citoyens de prendre leurs propres décisions, contrairement au communisme d'État de la Chine, et garantit des opportunités et une protection sociale à tous, contrairement au capitalisme d'application aux États-Unis. Nous avons besoin d'une économie forte pour proposer une société qui prend soin de chaque personne et lui offre de la sécurité et des opportunités. Pour nous, l'économie est un outil - et non le maître à bord. Les dirigeants de petites et moyennes entreprises créent notre prospérité. Ils sont nos héros économiques européens. Concrètement, les PME représentent 67 % de l'ensemble des emplois du secteur privé. Ces dix dernières années, nous avons contribué à la création de millions de nouveaux emplois à travers l'Europe. Avec l'aide du plan d'investissement pour l'Europe, le «plan Juncker», nous avons mobilisé des investissements privés et publics via une garantie de l'Union, soutenant la création de plus de 750 000 emplois et aidant 850 000 PME des quatre coins de l'Europe à bénéficier d'un meilleur accès au financement. Nous voulons poursuivre sur cette voie et mettre en place les bonnes conditions pour créer au moins cinq millions de nouveaux emplois dans les prochaines années, en particulier pour la jeune génération. Nous pouvons y parvenir en ouvrant de nouveaux marchés en Europe et en nous associant à de nouveaux marchés partout dans le monde, en aidant nos PME à croître et à recruter du personnel, ainsi qu'en élaborant une politique industrielle pour le 21e siècle.

i. Nous entamerons un nouveau chapitre pour le marché unique européen afin de fournir plus de débouchés commerciaux. À cet effet, nous mettrons en œuvre les règles existantes et nous ouvrirons de nouveaux secteurs, en particulier dans l'économie numérique et l'économie circulaire.

ii. Nous négocierons de nouveaux accords de libre-échange et de commerce équitable, en plus des discussions en cours avec le Mercosur, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, pour créer de nouveaux emplois qui viendront s'ajouter aux 36 millions déjà assurés par le commerce en Europe. Dans le même temps, nous défendrons nos normes élevées et lutterons contre les pratiques commerciales déloyales. Nous sommes convaincus que nous devrions tenter de lancer des négociations avec les États-Unis en vue d'un accord commercial, et ce, sans revoir nos normes à la baisse.

iii. Nous réinsufflerons le goût de l'entrepreneuriat et nous aiderons les PME à atteindre leur plein potentiel. Pour ce faire, nous leur permettrons de décrocher des financements plus facilement, nous proposerons des plans de financement spéciaux aux jeunes entrepreneurs, nous les accompagnerons dans la numérisation et nous favoriserons les innovations qui stimulent les avancées et créent de nouveaux marchés.

iv. Nous disposerons d'une politique industrielle et d'une politique de la concurrence européennes avant-gardistes, qui feront naître en Europe des acteurs incontournables au niveau mondial. Nous souhaitons ainsi rester compétitifs face à nos concurrents chinois et américains, tout en protégeant les secteurs européens revêtant une importance stratégique contre les pratiques déloyales.

v. Nous soutiendrons une industrie européenne plus forte, innovante et compétitive, tout en protégeant la santé publique et l'environnement. Nous nous assurerons que les droits des consommateurs ne sont pas ébranlés et que les citoyens disposent d'informations fiables et validées scientifiquement en ce qui concerne les répercussions de nouveaux produits et services.

vi. Nous ferons la promotion d'une économie plus durable et plus circulaire en Europe en renforçant le recyclage, la réutilisation et la réparation. Cette mesure favorisera la durabilité environnementale et sociale, ainsi que la création de nouveaux modèles d'entreprise innovants en Europe.

vii. Ensemble, nous veillerons à ce que les finances publiques des États membres appliquent les règles économiques européennes convenues, afin d'assurer une stabilité économique à tous les citoyens, de défendre leurs économies et leurs pensions contre les crises économiques provoquées par des politiques imprudentes, ainsi que d'offrir des perspectives d'avenir stables aux entreprises. Les décisions prises au niveau national requièrent une responsabilité au niveau national. Cette responsabilité doit être respectée, surtout en ce qui concerne la dette nationale.

viii. Nous renforcerons les outils européens pour lutter contre les chocs économiques. Nous transformerons le mécanisme européen de stabilité en fonds monétaire européen à part entière en vue de stimuler la croissance et la création d'emplois, et de nous assurer de ne pas dépendre des décisions prises par les États-Unis. Nous assortirons l'union bancaire d'un système européen d'assurance des dépôts – à condition que les risques dans le système bancaire européen aient été considérablement réduits – afin de protéger les économies des citoyens et de renforcer les outils nécessaires pour stimuler les investissements pendant les récessions.

Nous augmenterons le niveau de vie dans toutes les régions

Sans un réseau solide entre les régions, le potentiel européen se verrait gâché. Nous croyons que de bonnes connexions et une mobilité aisée entre toutes les régions d'Europe sont capitales pour assurer des emplois prospères. La fuite des cerveaux liée au manque d'opportunités économiques met sérieusement en péril l'avenir et le bonheur des citoyens. Nous devons compléter les infrastructures routières et ferroviaires, tout en saisissant les possibilités qu'offre l'avenir en investissant dans les dernières infrastructures numériques. Nous nous engageons à combler le fossé entre les régions et entre les villes et les zones rurales en nous appuyant sur une politique de cohésion solide.

- i. Nous renforcerons les investissements dans les infrastructures ferroviaires, routières et numériques pour que chaque région soit compétitive. Notre objectif est de lutter contre la fuite des cerveaux en permettant à nos citoyens d'accéder plus facilement aux marchés et aux emplois, quelle que soit la région dans laquelle ils se trouvent, en garantissant un accès à l'internet à haut débit et à des superordinateurs de pointe dans toutes les régions de l'UE.
- ii. Nous soutiendrons l'introduction de la télémédecine dans les communautés rurales, parce que tout le monde doit pouvoir contacter les meilleurs médecins.
- iii. Nous investirons dans les technologies visant à favoriser le développement de villes et villages «intelligents» pour augmenter la qualité de vie sur l'ensemble du continent.
- iv. Nous aiderons les États membres à améliorer l'habileté numérique et les compétences numériques de leurs citoyens.

Nous créerons de nouvelles opportunités pour les jeunes

Nous ne voyons aucune contradiction dans le fait d'être fiers de nos régions, de nos pays et de notre Union européenne commune. C'est pourquoi, même si nous offrons de nouvelles opportunités à nos citoyens, en particulier nos jeunes, afin de préserver leur mode de vie dans leurs propres localités et de trouver des emplois de qualité, nous pensons qu'il est essentiel de leur permettre d'explorer plus facilement le continent et de découvrir les idées et opportunités qui les aideront à prospérer à l'avenir.

- i. Nous élargirons les programmes Erasmus pour tous, notamment les non-universitaires. Le programme Erasmus rencontre un franc succès que nous pouvons appliquer à d'autres domaines, comme la formation professionnelle et les établissements scolaires.
- ii. Nous étendrons l'initiative DiscoverEU d'Interrail à tous les Européens de 18 ans. Cette mesure permettra à une nouvelle génération de découvrir l'Europe ainsi que de nouer des relations prometteuses aux quatre coins du continent.

Nous défendons une agriculture forte qui produit des aliments sains

Les agriculteurs européens produisent des aliments de la meilleure qualité au monde. Ils préservent notre paysage rural et assurent la pérennité de nos communautés rurales. Nous sommes fiers de leurs riches traditions et de nos normes et qualités en matière de nourriture, bien supérieures à celles des autres continents. Pour nous, l'objectif de notre politique agricole est de

garantir que nos enfants puissent également manger des aliments cultivés dans une Europe qui conserve ses traditions et ses normes. Nos produits agricoles de grande qualité sont prisés dans le monde entier. Nous nous engageons donc à aider les zones rurales à continuer de prospérer et croître. À cet égard, nous aurons besoin d'une politique agricole commune (PAC) tournée vers l'avenir, stratégique, financée correctement et adaptée au 21e siècle. En Europe, de nombreuses petites et moyennes exploitations agricoles familiales sont sous pression. Elles ont en effet du mal à conserver une production compétitive et durable. Nous pouvons les aider à relever ces défis grâce à une aide ciblée et à une PAC moderne.

i. Nous moderniserons la politique agricole commune pour la rendre plus équitable, plus durable et davantage axée sur les résultats, tout en respectant la subsidiarité et les conditions locales et en adhérant à des règles communes au niveau de l'UE. La PAC doit être conçue pour aider les exploitations agricoles familiales à faire face à la mondialisation, au changement climatique et aux défis liés à la sécurité alimentaire. Elle doit également offrir des mesures d'incitation supplémentaires pour encourager le travail des jeunes agriculteurs et des agricultrices, afin de préserver l'avenir de nos zones rurales.

ii. Nous réduirons la paperasse imposée aux agriculteurs en lançant plus de solutions numériques et en simplifiant les procédures administratives. Nous devons laisser les agriculteurs faire leur travail, afin qu'ils puissent produire nos aliments sans être empêtrés dans les formalités administratives.

iii. Nous défendrons nos normes en matière d'agriculture, de pêche et de qualité des aliments. Nous protégerons également notre santé contre les importations de moins bonne qualité. Nous nous engageons à défendre nos normes strictes et à lutter contre les pratiques déloyales lors des négociations commerciales, afin que notre secteur agricole reste compétitif et que les consommateurs européens continuent de profiter des meilleures normes au monde. Nous n'accepterons pas de double niveau de qualité des aliments en Europe. Aucun Européen ne peut être un citoyen de seconde zone.

Nous intégrons le potentiel de l'intelligence artificielle et de la robotique

L'Europe compte plus de 830 000 jeunes entreprises innovantes, actives dans des pôles majeurs et employant près de cinq millions de personnes. L'innovation est inscrite dans les gènes de l'Europe. Nous croyons que l'Europe a le potentiel de surfer sur la prochaine vague numérique et d'agir en chef de file dans le domaine de l'intelligence artificielle, de la robotique, de la biomédecine, des mégadonnées et de l'ingénierie de la mobilité. Par ailleurs, nous avons l'obligation d'exploiter ce potentiel si nous voulons rester compétitifs, prospères et influents sur la scène mondiale. Nous devons retrouver notre désir de découverte technologique – en nous appuyant sur les forces de l'Europe: les valeurs humaines fondamentales et les sciences fondamentales – afin de continuer à relever de nouveaux défis et à susciter le bien-être grâce à des innovations axées sur l'humain. Nous pensons que la technologie numérique ne façonne pas les personnes, mais que ce sont les personnes qui doivent définir et contrôler la révolution numérique.

- i. Nous augmenterons nos investissements dans l'intelligence artificielle et la robotique afin que l'UE soit à la pointe dans ce domaine et que l'Europe soit un continent prospère et compétitif à l'échelle internationale, tout en adaptant ces innovations à nos valeurs européennes.
- ii. Nous construirons un nouvel Institut universitaire européen 4.0, alliant les dernières nouveautés en matière d'innovation technologique, de philosophie et d'éthique pour encourager le lancement d'innovations axées sur l'homme et donnant la priorité à la dimension humaine.
- iii. Nous investirons dans des programmes d'apprentissage tout au long de la vie et nous encouragerons la création de programmes d'éducation et de spécialisation à l'épreuve du futur et favorables à l'employabilité, en étroite collaboration avec les États membres.

Nous améliorerons la vie des citoyens grâce à une offensive de l'innovation

Nous voulons que les personnes soient au cœur de l'innovation. Voilà notre philosophie pour l'avenir. Trop de citoyens ont peur des changements technologiques. Nous devons les rassurer et leur expliquer que nous en tirerons tous profit et que nos vies s'en verront meilleures et plus saines. La combinaison des valeurs et de l'innovation nous permet en effet de définir l'avenir du mode de vie européen et de créer des emplois. Face aux avancées de la Chine et des États-Unis, l'Europe dispose d'un avantage concurrentiel de par nos valeurs communes, l'économie sociale de marché et la stabilité politique. Pour placer nos citoyens au centre de notre politique d'innovation, nous devons mettre nos ressources en commun pour trouver des solutions aux maladies qui touchent d'innombrables familles et améliorer la vie de chacun. C'est en nous positionnant en leader dans le domaine de l'IA, de la biomédecine, de la robotique, des mégadonnées et de l'ingénierie de la mobilité que nous pourrions lancer de grands projets européens en matière d'innovation et engager des fonds communs pour trouver des solutions qui bénéficieront à tout le monde. À cet effet, nous créerons une véritable union européenne de l'innovation, afin d'améliorer la vie des citoyens et de rester compétitifs au niveau mondial. Par exemple, nous créerons un plan directeur européen pour combiner nos ressources et données conjointes en vue de trouver un remède contre le cancer. Nous augmenterons les fonds et renforcerons le Conseil européen de l'innovation pour mieux soutenir les innovateurs et les entrepreneurs qui développent des innovations révolutionnaires ou à haut risque, afin de créer de nouveaux marchés.

5. Une Europe qui valorise ses citoyens

Nous voulons une Europe dans laquelle tous les citoyens peuvent prospérer. Il ne suffit pas de simplement se remettre collectivement de la crise économique, d'avoir un emploi et de se sentir à l'abri du danger. Il faut également éprouver un sentiment d'appartenance, de confort et de valorisation pour affronter un avenir défini par une révolution numérique de plus en plus importante. Il faut être engagé sur le plan politique et se sentir réellement représenté par les dirigeants élus et les institutions. Il faut pouvoir jouir d'un accès aux opportunités. En définitive, il faut avoir un espoir commun dans un avenir que nous sommes prêts à affronter. Nous voulons construire une Europe qui permette aux jeunes, aux familles, aux entreprises et aux citoyens de toutes les tranches de la population et de tout lieu de prospérer dans un monde qui évolue rapidement.

Nous encouragerons la démocratie parlementaire

Nous pensons que la démocratie européenne peut aller plus loin et se rapprocher des citoyens, afin que ces derniers perçoivent la responsabilité qu'elle assume, la comprennent mieux et s'identifient plus facilement à elle. C'est pourquoi l'Union européenne doit devenir une démocratie parlementaire à part entière. Elle permettra ainsi de combler le fossé entre le travail des représentants européens à Bruxelles et Strasbourg et le sentiment de détachement ressenti par de nombreux citoyens. Nous devons renforcer l'engagement démocratique en Europe.

i. Nous souhaitons donc donner au Parlement européen le droit de prendre des initiatives législatives. Tout comme les autres parlements dans le monde, le Parlement européen doit avoir le pouvoir de présenter les lois sur lesquelles il se prononce ultérieurement. Ce point permettra de valoriser davantage les citoyens européens en donnant plus de responsabilités à leurs représentants directement élus.

ii. Nous devons améliorer l'implication des parlements nationaux et régionaux dans le processus législatif et la supervision, conformément au principe de subsidiarité, afin que les décisions soient prises au niveau le plus proche possible des citoyens. À cet égard, nous devons renforcer tant le Parlement européen que les parlements nationaux à leurs niveaux respectifs.

iii. Nous pensons que tout futur président de la Commission européenne doit d'abord avoir été candidat tête de liste de son parti européen. Les candidats doivent défendre leur programme pour l'Europe et expliquer leurs valeurs aux citoyens. Ces derniers comprendront ainsi mieux le processus et, in fine, ils pourront demander des comptes aux dirigeants qu'ils ont élus. Le choix quant à la future direction que notre continent va suivre doit revenir aux citoyens.

Nous jouerons un rôle plus important sur la scène internationale

En Europe, nous avons la possibilité et le devoir de parler d'une seule voix, forte et unifiée, sur la scène mondiale: pour défendre les valeurs européennes telles que la démocratie et les droits de l'homme, pour renforcer nos partenariats vitaux et pour relever les principaux défis et menaces qui se posent tant dans nos pays voisins que dans le monde. Nous devons nous imposer, défendre nos intérêts et assumer nos responsabilités mondiales sérieusement. Nous avons un rôle important à jouer.

- i. Nous sommes en faveur d'un vote à la majorité qualifiée en ce qui concerne la politique étrangère. Un État membre seul ne doit pas pouvoir paralyser l'Union européenne dans son ensemble. Nous devons être capables d'agir de manière décisive sur la scène mondiale, tout en respectant nos valeurs.
- ii. Nous tirerons au mieux parti de la décision du Royaume-Uni de quitter l'UE. Nous demeurons engagés à poursuivre notre étroite collaboration avec le pays. Cependant, il est clair, à nos yeux, qu'en tant que non-membres de l'Union européenne, les Britanniques ne peuvent bénéficier des mêmes avantages que nos États membres. Nous, les Européens, ne tolérerons pas le «choix à la carte». L'intégrité de notre Union, notamment avec ses quatre libertés fondamentales, doit être préservée.
- iii. Nous investirons dans un voisinage européen stable et prospère. Dans un monde interdépendant, nous savons que notre réussite est liée à celle des pays et régions qui nous entourent. Notre objectif est d'exporter la stabilité et de nous entourer d'une ceinture de prospérité et de sécurité.

Nous assurerons des impôts équitables pour tout le monde

Nous pensons que tout le monde doit contribuer de manière équitable à l'Europe dont nous profitons tous. Les grandes entreprises ne devraient bénéficier ni de réductions d'impôts ni de niches réservées à quelques acteurs. La corruption doit être démasquée et éliminée, tant en Europe que partout dans le monde, afin de protéger l'équité et la transparence de nos systèmes de fiscalité européens. Nous lutterons pour assurer une juste distribution des impôts à l'ère du numérique.

- i. Nous lancerons une taxe numérique équitable, afin que les géants du numérique contribuent équitablement au financement de nos infrastructures numériques et aux futurs investissements en Europe.
- ii. Nous collaborerons étroitement avec nos institutions européennes et nos États membres, ainsi qu'avec nos partenaires du monde entier et des organisations internationales, telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour endosser un rôle de premier plan dans la lutte contre l'évasion fiscale et la suppression des paradis fiscaux. Nous souhaitons ainsi offrir transparence et équité à tous les États membres.

Nous réduirons la paperasse

Nous pensons que chaque euro dépensé au niveau de l'UE doit améliorer la vie des citoyens en leur apportant prospérité et sécurité. En réduisant la paperasse de 30 % pour les entreprises, en

particulier pour les PME, et en annulant certains règlements inutiles, nous leur offrirons une croissance plus forte et plus durable.

- i. Nous baisserons les formalités administratives pour les PME, y compris grâce à des outils et simulations numériques qui libéreront les petites et moyennes entreprises d'obligations lourdes et inutiles en matière de déclaration.
- ii. Nous supprimerons 1 000 règles et règlements dépassés pour éliminer les inefficacités et rationaliser nos capacités de production.
- iii. Nous moderniserons notre législation, afin d'être prêts à affronter les changements technologiques et de fournir un cadre juridique solide et fonctionnel aux entreprises actives en Europe.

6. Écrivons un nouveau chapitre pour l'Europe

Les prochaines élections européennes marqueront un moment décisif pour notre continent. C'est à nous, citoyens de l'Europe du 21e siècle, de définir notre avenir face au nombre sans précédent de défis à relever. Nous avons plus que jamais besoin d'une Europe qui fait ce que ses citoyens attendent d'elle.

Après des années de crise, nous avons besoin d'écrire un nouveau chapitre avec des idées neuves pour une nouvelle ère. La dernière Commission européenne sous la direction de Jean-Claude Juncker, le Conseil de Donald Tusk et le Parlement européen dirigé par Antonio Tajani ont réussi à conserver une UE unie en des temps difficiles, à affronter la tempête du Brexit et à retrouver croissance et stabilité. Nous savons que l'Union européenne d'aujourd'hui est loin d'être parfaite. Nous devons nous appuyer sur le travail fructueux que les dirigeants du PPE ont accompli ces cinq dernières années afin d'élaborer notre vision d'une Europe meilleure.

Nous entendons par là que l'Europe doit devenir moins bureaucratique. Elle doit commencer par écouter ce que ses citoyens ont à dire et à les prendre au sérieux. L'UE doit également devenir plus démocratique. Par conséquent, le responsable de l'institution la plus puissante de l'UE, le président de la Commission, doit être choisi par les citoyens dans le cadre des élections du Parlement européen. Avant tout, nous avons besoin d'une Europe qui réussit à protéger ses citoyens. Nous avons besoin d'une Europe offrant des emplois et de la prospérité. Nous avons besoin d'une Europe qui protège l'environnement. Et nous avons besoin d'une Europe qui défend nos valeurs et nos intérêts dans le monde. Seuls la coopération, le compromis et le respect mutuel nous permettront d'atteindre ces objectifs. Et ce n'est qu'ensemble que nous y parviendrons. Manfred Weber soutient notre approche politique tournée vers l'avenir. Il se positionne en véritable conciliateur, qui rassemble non seulement l'Europe, mais qui la rapproche également de ses citoyens. Il lutte pour une Europe forte, sûre et ambitieuse. Il écrira un nouveau chapitre pour l'Europe. C'est pourquoi Manfred Weber doit devenir le prochain président de la Commission européenne.

Rue du Commerce 10
1000 Brussels
T +32-2-2854140
E connect@epp.eu

**If you have any question
you would like to ask
please contact us.**

The publication of this document received financial support from the European Parliament.

Sole liability rests with the author and the European Parliament is not responsible for any information contained therein.

